



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 2 – 14 janvier 2022

Sommaire

Fait marquant

- L'industrie manufacturière au RU demeure optimiste pour 2022 malgré les difficultés de recrutement et les conséquences du Brexit

Climat & Energie

- L'opposition appelle à la mise en place d'une taxe exceptionnelle visant les producteurs de gaz et de pétrole en mer du Nord
- L'*Energy Efficiency Infrastructure Group* appelle le Gouvernement à une meilleure isolation des bâtiments pour réduire les factures d'énergie
- *Friends of the Earth* et *ClientEarth* attaquent en justice le Gouvernement pour non-respect de ses engagements climatiques

Environnement

- Un rapport parlementaire dénonce « l'optimisme aveugle » du Gouvernement concernant la mise en œuvre du programme *Environmental Land Management*

Industrie

- Le prix du carbone plus élevé que dans l'UE pénalise l'industrie britannique
- Les promoteurs immobiliers pourraient devoir financer la rénovation de nombreux bâtiments soumis à un risque élevé d'incendie

Transport

- Le gouvernement britannique accroît ses financements destinés à la formation des conducteurs de poids lourds
- La fin des aides financières « Covid » contraint les compagnies de bus à réduire leurs services en Angleterre

Fait marquant

L'industrie manufacturière au RU demeure optimiste pour 2022 malgré les difficultés de recrutement et les conséquences du Brexit

Make UK, principal représentant de l'industrie manufacturière au RU, prévoit une croissance du secteur de 6,9 % en 2021 et de 3,3 % en 2022. Selon un [sondage](#) mené par *Make UK* et *PwC* auprès de 228 entreprises entre octobre et novembre 2021, 73 % d'entre elles prévoient que les conditions du secteur s'amélioreront en 2022. 63 % estiment que le RU est un choix compétitif pour la localisation de leurs activités, seuls 13 % pensent le contraire. Environ un tiers des producteurs envisagent de relocaliser certains de leurs approvisionnements (*reshore*) en raison des perturbations observés sur les chaînes d'approvisionnement mondiales ces deux dernières années.

Le recrutement et la formation de main-d'œuvre qualifiée constitue le principal risque pour 58 % des entreprises. La hausse du coût des intrants devrait également continuer de peser sur la production en 2022. Un peu plus de la moitié des producteurs prévoient d'accroître leurs investissements en 2022, avec une priorité accordée à la transition bas carbone (*Net Zero*) pour près de la moitié d'entre eux. La COP26 a incité un tiers des entreprises à accélérer leur transition vers des activités décarbonées.

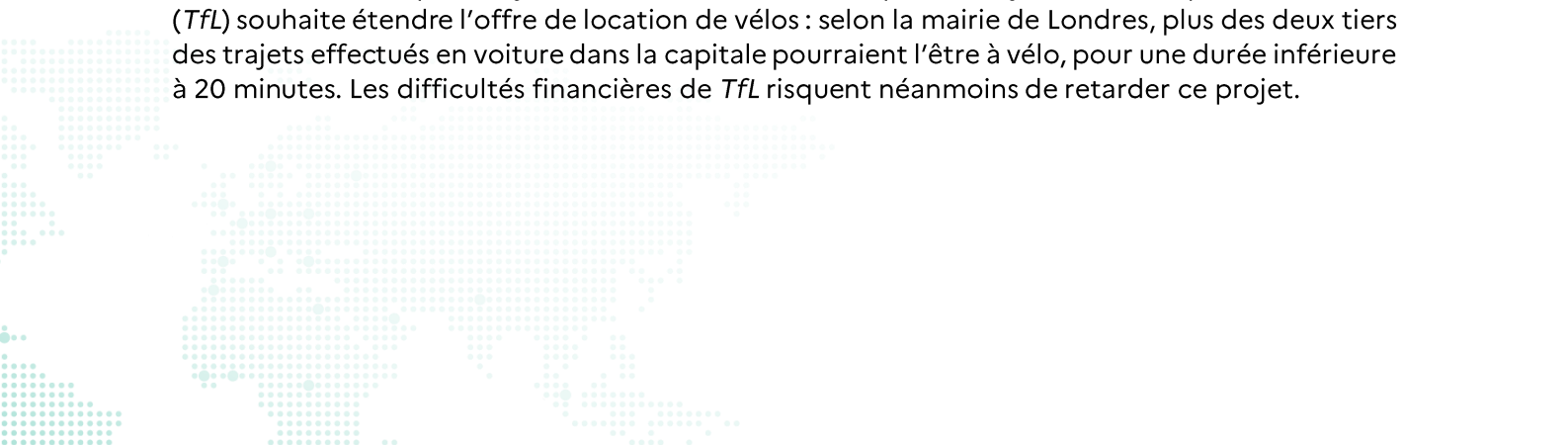
Le [Brexit](#) aurait cependant entravé, de manière forte ou modérée, l'activité de deux tiers des entreprises tandis que 56 % craignent que l'introduction de nouveaux contrôles douaniers en 2022 ne ralentisse encore davantage leur activité. 10 % estiment que les exportations vers l'UE devraient connaître une forte baisse en 2022.

Stephen Phipson, directeur général de *Make UK*, a salué la résilience de l'industrie britannique mais a appelé le gouvernement à lancer une véritable stratégie industrielle pour garantir une croissance durable du secteur et de l'économie britannique.

Le chiffre de la semaine

11 millions

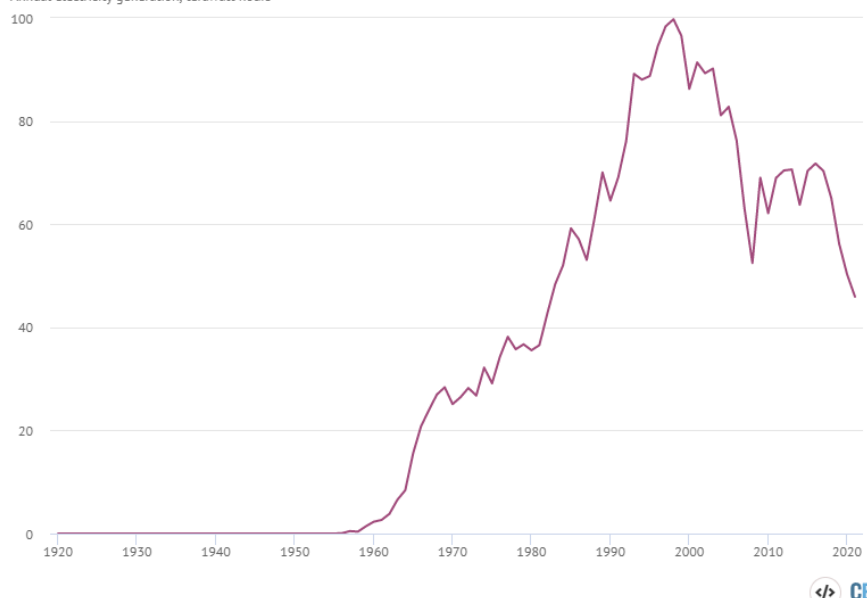
C'est le nombre de trajets effectués avec des [vélos Santander](#) (service de vélos partagés en libre service) en 2021 à Londres, dépassant le précédent record de 10,5 M atteint en 2018. Le maire de Londres, Sadiq Khan, a salué le succès de ce mode de transport et a insisté sur la nécessité de créer de nouvelles pistes cyclables suffisamment sûres pour les cyclistes. *Transport for London* (*TfL*) souhaite étendre l'offre de location de vélos : selon la mairie de Londres, plus des deux tiers des trajets effectués en voiture dans la capitale pourraient l'être à vélo, pour une durée inférieure à 20 minutes. Les difficultés financières de *TfL* risquent néanmoins de retarder ce projet.



Le graphique de la semaine

UK **nuclear** output has plunged to its lowest level since 1982

Annual electricity generation, terawatt hours



La production d'électricité d'origine nucléaire a atteint son plus bas niveau depuis 1982 après une baisse de 9 % en 2021 par rapport à 2020, due à des pannes et arrêts de plusieurs réacteurs (source : rapport de [Carbon Brief](#)).

Climat & Energie

Flash – [L'équipe britannique COP 26](#) va être réduite d'un tiers et comptera environ 150 personnes jusqu'au changement de Présidence en novembre prochain, a indiqué Alok Sharma lors d'une audition parlementaire.

L'opposition appelle à la mise en place d'une taxe exceptionnelle visant les producteurs de gaz et de pétrole en mer du Nord

Les travaillistes et libéraux démocrates ont appelé à la mise en place [d'une taxe exceptionnelle](#) visant les producteurs de gaz et de pétrole afin de dégager les ressources permettant de répondre à la crise du pouvoir d'achat, largement liée à l'augmentation des prix de l'énergie. Les compagnies pétrolières et gazières devraient enregistrer des flux de trésorerie records de près de 14,9 Md£ pour l'exercice financier en cours, selon le cabinet de conseil *Wood MacKenzie* en raison de la forte hausse des prix de l'énergie. Alors que le Gouvernement s'y est pour le moment opposé et indique étudier des mesures ciblées sur les ménages les plus précaires, les partisans d'une telle taxe indiquent que celle-ci pourrait aider à réduire les factures d'énergie des ménages. L'industrie pétrolière et gazière considère pour sa part que la taxe remettrait en cause certains investissements en mer du Nord et pourrait conduire à une baisse de l'activité et à l'augmentation des importations en provenance de l'étranger. Elle rappelle également que le Trésor britannique

pourrait percevoir 3,5 Md£ d'impôts supplémentaires, portant le total à 5 Md£ entre avril 2020 et avril 2022, du fait des résultats financiers des entreprises du secteur.

L'Energy Efficiency Infrastructure Group appelle le Gouvernement à une meilleure isolation des bâtiments pour réduire les factures d'énergie

L'Energy Efficiency Infrastructure Group (EEIG), qui regroupe diverses entreprises et organisations (CBI, Energy Savings Trust, Rockwool, E.On et WWF), a appelé le Gouvernement dans [une lettre ouverte](#) à mettre en place des mesures d'urgence en direction des personnes les plus précaires du point de vue énergétique, en élargissant notamment le nombre de bénéficiaires du [Warm Home Discount](#) et à lancer une politique ambitieuse d'isolation des logements. L'EEIG indique que le passage d'un logement classé D du point de vue de sa performance énergétique à C permettrait à ses occupants d'économiser 500 £ par an. Alors que parmi les ménages disposant de revenus inférieurs au revenu médian et habitant dans des logements mal isolés, près de 81 % seraient éligibles aux aides gouvernementales, l'EEIG appelle à maintenir et élargir le dispositif [Energy Company Obligation](#) (ECO) qui permet, sous conditions de ressources, de faire bénéficier les ménages les plus précaires de bons contribuant au financement de travaux d'efficacité énergétique. [116 députés conservateurs](#) réunis au sein du *Conservative Environment Network* (CEN) conduits par l'ancien ministre de la recherche et de l'Innovation Chris Skidmore appellent de leur côté le *Treasury* à intervenir pour réduire la facture énergétique des ménages via le lancement d'un plan de rénovation des logements.

Friends of the Earth et ClientEarth attaquent en justice le Gouvernement pour non-respect de ses engagements climatiques

Les [deux cabinets spécialisés en droit de l'environnement](#) estiment que la *Net Zero Strategy* et la *Heat and Building Strategy* publiées par le Gouvernement britannique en octobre dernier, en amont de la COP 26, ne permettront pas d'atteindre les objectifs climatiques britanniques. Les deux cabinets estiment que ces stratégies sont contraires aux objectifs climatiques légalement contraignants prévus dans le *Climate Change Act 2008*, plusieurs fois modifié et visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. *Client Earth* reproche également au Gouvernement de porter atteinte à l'*Human Rights Act 1998* et au principe d'égalité en indiquant que le changement climatique est susceptible de porter atteinte aux droits familiaux des générations à venir. *Friends of the Earth* attaque de son côté la *Heat and Building Strategy* pour non-respect de l'*Equality Act 2010* car le Gouvernement n'aurait pas conduit d'étude d'impact robuste sur les conséquences sociales de la transition énergétique pour les plus vulnérables dans le domaine du logement.

Environnement

Flash – Près de 75 entreprises opérant au RU dont *Harrods*, *Marks and Spencer*, *Superdrug*, *Papa John's*, *PwC* et *EY* ont invité leurs agents à consommer des plats d'origine végétale sur leur lieu de travail tout au long du mois de janvier dans le cadre du « *Veganuary* ».

Flash – L'*Environmental Audit Committee* de la Chambre des communes a publié ce jeudi un [rapport](#) dans lequel il souligne le mauvais état écologique des rivières anglaises et appelle à durcir la réglementation et le contrôle des compagnies chargées du traitement des eaux usées,

notamment concernant les rejets lors des périodes de fortes précipitations. Il propose également que chaque compagnie des eaux désigne, dans sa zone d'intervention, une part de rivière devant devenir baignable d'ici 2025.

Un rapport parlementaire dénonce « l'optimisme aveugle » du Gouvernement concernant la mise en œuvre du programme *Environmental Land Management*

L'*Environmental Land Management* (ELM) récemment lancé par le Gouvernement en remplacement de la PAC devait permettre de concilier les objectifs de défense de l'environnement et de productivité du modèle agricole britannique. Un [rapport](#) du *Committee of Public Accounts* de la Chambre des Communes publié le 9 janvier regrette l'absence de détails s'agissant de la mise en œuvre effective du programme ainsi que le manque de précisions sur les indicateurs de productivité et d'amélioration de l'environnement qui conditionneront le versement des aides aux agriculteurs anglais. Un grand nombre d'agriculteurs pourraient voir leurs revenus diminuer de moitié d'ici 2024-25 en raison d'une insuffisante préparation. La commission parlementaire appelle le Gouvernement à préciser rapidement la façon dont il entend dépenser les 2,4 Md£ qui seront attribués chaque année d'ici 2024 au programme ELM. Elle demande également au Gouvernement d'identifier les risques que représente le nouveau programme en matière de sécurité alimentaire, d'importation et d'exportations de denrées alimentaires. Pour mémoire, les professionnels agricoles ont également alerté le gouvernement sur ces dispositifs, qui, selon eux, ne traitent que la question environnementale et non l'enjeu de production et de souveraineté alimentaire, ce qui pourrait mener à une diminution des surfaces dédiées à l'agriculture et, in fine, une augmentation des importations de denrées produites avec des normes de production moins disantes.

Industrie

Flash – L'entreprise britannique de mobilité électrique *Arrival* vient de débiter les essais de son [bus](#) électrique en conditions réelles et pourrait débiter leur production industrielle d'ici le second trimestre 2022.

Flash – Les syndicats de l'industrie [sidérurgique](#) exhortent le gouvernement à conclure un accord avec les Etats-Unis pour supprimer les droits de douane sur les importations d'acier britannique, afin d'éviter la perte de milliers d'emplois au RU.

Flash – Moins d'un quart des [entreprises](#) membres de [Manufacturing Northern Ireland](#) auraient des difficultés à se conformer aux exigences du protocole nord-irlandais contre plus de 40% il y a six mois. Malgré cette amélioration, les producteurs nord-irlandais appellent à la mise en œuvre d'un protocole plus simple, qui permettrait de faciliter les échanges avec la Grande-Bretagne et l'UE.

Le prix du carbone plus élevé que dans l'UE pénalise l'industrie britannique

A sa sortie de l'UE au 1^{er} janvier 2021, le RU a créé son propre marché du [carbone](#), le *UK ETS* (*Emissions Trading Scheme*). La faible taille de ce marché et son manque de liquidité (du fait

notamment de sa création récente) conduisent cependant à des écarts de prix importants avec le marché européen *EU ETS*. En décembre, les producteurs britanniques payaient ainsi jusqu'à 10 % de plus par tonne de carbone que leurs concurrents européens. Cette différence pénalise particulièrement les industries électro-intensives, notamment le secteur sidérurgique, dans un contexte de hausse des prix de l'énergie depuis début 2021. Certains représentants de l'industrie et les partis de l'opposition estiment que le marché britannique devrait être couplé au marché de carbone de l'UE afin de réduire les coûts de l'énergie pour l'industrie.

Les promoteurs immobiliers pourraient devoir financer la rénovation de nombreux bâtiments soumis à un risque élevé d'incendie

L'incendie de la *Grenfell Tower* en 2017, qui avait provoqué la mort de 72 personnes, en raison d'un [revêtement](#) (*cladding*) inflammable avait conduit le gouvernement à mener une enquête sur les tours construites avec des matériaux similaires. 5 Md£ de fonds publics avaient été alloués pour le retrait de ces revêtements, dont 2 Md£ collectés via une taxe sur les promoteurs immobiliers. Depuis janvier 2020, les bâtiments dont la hauteur est comprise entre 11,5 et 18 mètres sont soumis aux mêmes obligations, ce qui crée des difficultés financières pour des millions de locataires britanniques, le Trésor ayant exclu tout nouveau soutien public. Michael Gove, le ministre en charge du logement, a [annoncé cette semaine](#) devant la Chambre des communes que ces locataires ne devraient pas payer les travaux et demandé que les promoteurs proposent un dispositif assurant leur prise en charge, estimée à au moins 4 Md£. La plupart de ces derniers s'y sont vivement opposés, estimant notamment qu'ils avaient respecté les normes en vigueur au moment de la construction des logements. Michael Gove a cependant indiqué qu'en l'absence d'initiative des promoteurs immobiliers pour assurer ce financement, le Gouvernement le leur imposerait, en légiférant si nécessaire.

Transport

Flash – Le maire de [Londres](#) Sadiq Khan alerte sur les risques accrus de pollution et d'embouteillages alors que les trajets en voiture individuelle au second semestre 2021 sont presque revenus à leur niveau pré-pandémique. A l'inverse, la fréquentation du métro et des bus londoniens a atteint respectivement 55 % et 70 % des niveaux observés avant la pandémie.

Flash – Les [trains](#) de la ligne à grand vitesse *HS2 (High Speed 2)* rouleront avec de l'électricité neutre en carbone. Cette mesure fait partie du [Net Zero Carbon plan](#) qui vise à rendre neutre en carbone les travaux puis le fonctionnement de la ligne.

Flash – 19,4 M de passagers ont transité par l'aéroport d'[Heathrow](#) en 2021, contre 22,1 M en 2020, une baisse que l'aéroport attribue notamment aux 600 000 [annulations](#) de voyage en décembre. L'annonce d'un allègement des obligations de tests depuis et vers le RU s'est cependant traduit par une hausse des réservations la semaine dernière.

Flash – L'ouverture de nouvelles [autoroutes intelligentes](#) (*all lane running smart motorways* – qui permettent notamment d'ouvrir l'utilisation des voies d'arrêt d'urgence à la circulation en cas de fort trafic), fortement contestées, va être suspendue pendant cinq ans, le temps de rassembler suffisamment de données pour évaluer les risques qu'elles peuvent poser en matière de sécurité routière. Le ministère des Transports (*DfT*) va également investir 900 M£ pour améliorer la sécurité des voies existantes.

Le gouvernement britannique accroît ses financements destinés à la formation des conducteurs de poids lourds

Les entreprises pourront accéder à un fonds de 34,5 M£ dédié à la formation des conducteurs de poids lourds via des [skills bootcamps](#). La [mesure](#), valable jusqu'en novembre 2022, pourrait être prolongée d'une année supplémentaire et a été accueillie favorablement par les entreprises de transport routier. Ces dernières investissent traditionnellement peu dans la formation des chauffeurs routiers en raison du coût de ces formations (estimé à 4 000 £ par employé) et d'un taux important de débauchage. Les difficultés de recrutement, résultant notamment des effets combinés du Brexit et de la pandémie, avaient déjà conduit le gouvernement à créer un système de visas saisonniers permettant de recruter des chauffeurs étrangers et à élargir les conditions de cabotage au RU, tandis que les salaires avaient augmenté en moyenne de 8 % dans le secteur en 2021 selon [Logistics UK](#). Le secteur invite néanmoins le gouvernement à décider de mesures de plus long terme afin de rendre la formation et la profession plus attractives.

La fin des aides financières « Covid » contraint les compagnies de bus à réduire leurs services en Angleterre

Les mesures sanitaires, en particulier le télétravail, mises en œuvre fin novembre 2021 ont fait chuter la fréquentation des [bus](#) en Angleterre à 60 % de leur niveau d'avant la pandémie. Or, la fin des aides d'urgence au secteur le 31 mars supprime les ressources financières permettant aux autorités locales de subventionner des routes non profitables pour les compagnies de bus. Les régions rurales (West Yorkshire, West Midlands) devraient être particulièrement affectées, de même que les agglomérations devant assumer les coûts fixes des tramways ou métros légers (*light rail*). En 2021, le Premier ministre avait annoncé que 3 Md£ seraient dédiés à l'amélioration des services de bus dans le cadre de la stratégie nationale [Bus Back Better](#). Le secteur estime cependant que les objectifs financiers n'ont pas été atteints, seuls 1,2 Md£ ayant été effectivement alloués lors de la présentation du budget à l'automne. Alors qu'il manquerait 6 700 chauffeurs de bus selon la *Confederation of Passenger Transport (CPT)*, les opérateurs de bus regrettent également que le ministère des Transports n'ait pas prévu d'aides au recrutement, sur le modèle de celles destinées aux conducteurs de poids lourds.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international